

GROUPE DE RÉFLEXION ET D'ANALYSE SUR LE ZAIRE (GRAZ)

ZAIRE ANALYSIS AND RÉFLEXION GROUPE (ZARG)

c/o Bagalwa MAPATANO

53, rue de Carouge 1205 Genève, Suisse
tél/fax : 00 41 22 320 43 09
tel : 00 4122 785 3187

Genève, le 15 juin 1997

CONSIDÉRATIONS SUR LA RENCONTRE DE LA « SOCIÉTÉ CIVILE » ZAÏROISE/CONGOLAISE ORGANISÉE AU CENTRE N'GANDA A KINSHASA DU 1620 JUIN 1997 (NOTE DU 15 JUIN 1997).

I. Introduction

Trois semaines seulement après la prise de pouvoir par l'AFDL à Kinshasa, le président autoproclamé Laurent Kabila et ses parrains extérieurs ont déjà fini d'installer une dictature militaire au Zaïre/Congo. Ainsi par exemple les partis politiques, les libertés fondamentales Comme le droit de manifester ont été supprimées. Tous les textes constitutionnel, législatifs, et réglementaires ou autres, ont été abrogés par le nouveau président autoproclamé. Celui-ci s'est arrogé tous les pouvoirs (exécutif, législatif, et un contrôle absolu du judiciaire). Un «parti unique de droit » est ainsi instauré au mépris des aspirations démocratiques du peuple zaïrois, lequel n'a cessé de se battre pour sa liberté et la démocratie d'abord contre le colonisateur belge, ensuite contre la dictature néocoloniale de Mobutu, Alors que la dictature et la colonisation étrangère (owandaise, ougandaise) s'affirment depuis un mois déjà, une réunion de la « société civile » zaïroise est organisée à Kinshasa. Sa teneur et sa tenue même, posent des interrogations fondamentales_ Le GRAZ, membre de la Commission Africaine des Droits de l'Homme/ Suisse Romande, préoccupé par la présente situation créée par ces nouvelles autorités, en esquisse quelques unes

La notion de « Société civile » et l'histoire a2litfque zairoise : histoire d'une dérive.

Le concept de société civile réfère au dualisme fondamental existant dans toute communauté humaine où s'affrontent dirigeants et dirigés. Les dirigés qui représentent une diversité d'intérêts selon les couches sociales, ayant des capacités variables d'organisation, sont «la société civile» c-à-d différente de la société politique. Les acteurs de la société civile non seulement sont « civilisés » mais surtout ne cherchent pas la conquête du pouvoir. Leurs énergies se concentrent sur la défense des intérêts corporatistes, associatifs, des intérêts de solidarités ou affectifs de temporalité diverses. Il s'avère donc que la société civile n'est pas une organisation à proprement parler. Il en découle que toute revendication de sa direction pourrait aisément encourager une manipulation des certains intérêts de classes ou de groupes particuliers.

Ce concept apparaît dans le vocabulaire social zairois avec la Conférence nationale souveraine (CNS). En effet en 1991, il est apparu comme nécessaire de ne pas laisser les seuls politiciens poser la transition démocratique seulement en termes institutionnels et de changement des personnes. Il convenait avant tout d'aborder la transition démocratique en termes d'analyse des questions fondamentales, telle que la gestion du pays, à partir d'une critique sans complaisance de l'histoire nationale. La prise en compte des problèmes régionaux qui souvent n'étaient pas pris au sérieux par les pouvoirs centraux de la 2^è république, est apparue comme cruciale..

Une représentation des intérêts locaux s'avérait nécessaire. Les ONGD (organisations non gouvernementales de développement) qui étaient plus « politisées » et mieux organisées, disposant suffisamment de moyens financiers pour payer des déplacements réguliers sur Kinshasa, supplantèrent tous les autres mouvements associatifs qui étaient matériellement pauvres. La Conférence Nationale Souveraine elle-même retiendra, pour besoin exclusif d'efficacité, des participants de ces ONGD pour faire partie des institutions transitoires (parlement, gouvernement). Ceci dans un esprit de la prise en compte des intérêts locaux et dans une tentative de réduction d'un fossé entre les gouvernés (régions comme périphérie) et les gouvernants (centrés sur Kinshasa). A la base la vulgarisation des résolutions de la CNS incombait aux anciens participants de la CNS, dont les ONG qui sont en contact avec la base mais qui en fait ne la représente pas. Enfin, le suivi de la mise en place sur le terrain des résolutions de la CNS, incombait à des comités ad hoc dans lesquelles les ONG ont supplanté lcs autres corps de la société civile.

Au lieu de s'investir sur terrain, cette représentativité temporaire, par défaut , de cette « société civile » a été récupérée et institutionnalisée par les protagonistes politiques. Au nom d'une légitimation d'un corps se voulant traducteur des besoins de la base, mais aussi pour bénéficier des financements extérieurs des ONG, il convenait à une certaine classe politique de se légitimer par un corpus soit disant traducteur des besoins de la base en s'associant à la « société civile ». Ce faisant , les ONGD en créant une « société civile » bureaucratisée, fabriquaient un organe d'une réalité

sociale inorganique tout azimuts. Le concept même est vidé de son sens, même dans la pratique si l'on réalise que le monde rural ou paysan (80% de la population zairoise) est absent de cette « société civile ». Manipulation, confiscation, confusion pour des objectifs des groupes particuliers (ONO) font de la « société civile » une notion galvaudée et supplétive du politique.

Ceci nous semble être l'objectif aussi de la réunion dont il est question ici.

3: Considérations sur la rencontre du Centre Nganda, Kinshasa du 16-20 juin 1997.

3.1. De l'opportunité de la-réunion:

La tenue de cette réunion est inopportune à double raison. Tout d'abord cette « société civile », même imparfaite et manipulée s'était toujours définie comme défenseur des droits de l'homme en général et de la démocratisation effective du Zaïre souverain. Ce concept n'entraîne pas une perspective de luxe mais plutôt comme un droit fondamental inhérent à tout peuple libre et aspirant au mieux-être.

Ensuite le moment est mal choisi car le pays est sous le rouleau compresseur de la dictature et du totalitarisme avec le régime Kabila : Ce régime est en train d'installer la colonisation et l'occupation du Zaïre des pays voisins (Rwanda, Ouganda, Burundi principalement),

Tous les acquis de la Conférence nationale souveraine, seul moment où les problèmes nationaux avaient été débattus sans complaisance, ont été balayés. Le Zaïre vient de refaire un bond de 33 ans en arrière. Le régime de Kabila n'est-il d'ailleurs pas sous enquête internationale pour génocide et extermination des milliers de réfugiés rwandais , et de civils zaïrois surtout dans l'Est du pays ?

La présente réunion loin de renforcer la société civile, ou au mieux les ONGD, la banalise pour la noyer/diluer dans les formes abjectes d'instruments d'une dictature et d'une colonisation rwando-ougandaise. Heureusement ces ONGD zairoises ne représentent qu'elles-mêmes. Car loin de venir participer à un échange sur d'éventuels problèmes de la base, ces ONGD viennent avant tout défendre leurs chances de financements par les ONG de développement du Nord. Ces dernières sont en fait des envoyés de leurs gouvernements respectifs. L'objectif de cette réunion nous semble clair. Certaines économies occidentales veulent utiliser cette rencontre comme une légitimation populaire (par la mystique Société civile -- peuple) pour venir investir au Zaïre, au mieux se partager les dépouilles économiques du pays contre les intérêts suprêmes des zaïrois. Ainsi les pays occidentaux concernés fermeraient les yeux sur l'occupation que subit le pays et à laquelle ils ont contribué à des degrés différents. La société civile devient le dindon de la farce, et ceux qui participent à cette réunion risquent de porter une lourde responsabilité devant l'histoire. Cependant ces ONGD de l'intérieur sont-elles libres ou non de venir à Kinshasa, et surtout sont-elles vraiment libres d'exprimer leur point de vue?

3.2. A propos de l'organisation.

Cette réunion n'est-elle pas une sécrétion étrangère ? En effet que viennent faire directement la Banque Mondiale ou la Banque Africaine de Développement dans une réunion de la société civile, ou mieux du mouvement associatif non marchand ?

Il nous semble que ces organisations de financement économique, fondent leurs politiques d'investissement sur des entreprises surtout privées. Or une réunion fourre-tout n'est pas le cadre mieux appropriée pour rencontrer des futurs partenaires. Ces financements supposent, rappelonsle, la stabilité politique d'un pays donné, or le Zaïre actuel n'est certainement pas un havre de stabilité. Ces organisations viennent-elles donc signer un pacte de stabilisation civile avec « la société civile » pour pouvoir gagner des marchés ? Quelle est la place de la démocratie, des droits de l'homme, de la souveraineté nationale dans leur logique d'action ?

Que vient faire aussi le représentant de l'ONU/QUA pour la Région des Grands Lacs dans cette réunion ? Ne semblerait-il pas que Monsieur SAHNOUN ait malheureusement échoué dans sa mission d'obtenir une transition pacifique au Zaïre ? A moins qu'il ait d'autres missions plus délicates encore ?

3.3. Quant aux objectifs et aux résultats attendus.

Il est surprenant que les résultats soient déjà fixés avant même la tenue de la rencontre.

Pour les participants leur énoncé n'écarte-t-il pas toute objectivité et liberté de réflexion de fonds ? Ces mêmes ne seraient-ils pas piégés à ne surtout pas jouer le trouble fête, par autocensure, afin d'apporter un unanimité sans doute recherché par les organisateurs (ou leurs alliés maîtres de l'ombre comme les premiers porte-parole de « la rébellion des tutsi de Mulenge », qui sont derrière le groupe MILIMA p.e) ? le dialogue multifonctionnel qui se manifeste comme au centre des préoccupations des organisateurs, apparaît comme une notion ambiguë. Quel type de dialogue veut-on établir avec un régime qui ignore les droits les plus élémentaires de l'être humain tel que d'ailleurs vient de le rappeler le récent rapport (Appel urgent No 003/97 S.O.S au Congo-Zaïre) de l'AZADHO sur les massacres et fosses communes à Kinshasa depuis la prise de pouvoir par l'AFDL (mi-mai-juin 1997)?

Quel dialogue p.e l'AZADHO peut-il établir avec le régime de l'AFDL pour lequel il convient de taire les violations des droits de l'homme, les massacres, etc., ? Une telle question peut s'élargir à d'autres ONGD présentes à Kinshasa (hors mises celles qui ont servi à soutenir les conflits armés)_ Cette question pose l'éthique et les valeurs sur lesquelles celles-ei entendent fonder leur action (la trahison, la collaboration, l'injustice,- . ?).

Parler de la transition démocratique n'est sensé que dans un environnement où le minimum d' espace démocratique est garanti : C-à-d la liberté d'expression, d'opinion et ipso facto le pluralisme politique (qui garantit le pluralisme des idées). Or la situation actuelle n'est pas porteuse d'ordre, de paix, ni de liberté_ 11 n'existe pas la moindre confiance entre le pouvoir et les dirigés, encore moins le moindre consensus national car l'illusion de la chute du président Mobutu, sans doute souhaitée par la majorité des zaïrois, s'est transformée en cauchemar

Le pays est occupé militairement , politiquement, économiquement (par les pillages d'or, diamant, café, vers Kigali et Kampala...). Les exactions multiples sur les populations, tels que le démontrent les derniers événements, sont devenues du « pain quotidien », même à Kinshasa. Parler d'intégration régionale avec les pays de la région des grands lacs devient tendancieux voire tout simplement un exercice d'irresponsabilité. Comment parler d'intégration régionale quand l'intégration nationale se pose, farouchement, avec acuité ? D'autre part, pourquoi seulement s'intégrer avec les pays des grands lacs (lesquels ?) et non pas avec tous les pays de l'Afrique centrale car le Zaïre a des frontières avec 9 Etats ? Est-ce à cause de la nationalité douteuse de certains dirigeants de l'AFDL ou de certaines populations au Kivu ? A ce sujet il sied de souligner que partout aux frontières du Zaïre la question de nationalité se pose.

La faisabilité même d'une telle intégration (à moins qu'il soit comme toujours imposé d'en haut) nous paraît difficile aujourd'hui. Les populations zaïroises de l'Est peuvent-elles donner leur aval (en cas de référendum) alors qu'elles subissent depuis septembre 1996 un véritable génocide exécutée par les armées rwando-ougandaises ? Ces armées ont pris tous les leviers du pouvoir dans le Kivu p.e, ou au profit des groupes avec lesquels elles partagent une proximité culturelle. Quelle intégration avec des pays qui mettent en cause la souveraineté (nationale, territoriale) même du Zaïre ? La présente rencontre , comme celle de BONN en février 1997 organisée par EZE, ne vise-t-elle pas à faire passer, avaliser, les ambitions des pays voisins sur le Zaïre ?

De quelle intégration régionale, de quel dérapage extrémiste parle-t-on et de la part de quels acteurs ? Que pense-t-on des politiques de haine ethno-racistes encouragées par les dirigeants dans des pays voisins qui ont appuyé le régime Kabila ? Comment comprendre qu'une composante du peuple rwandais (réfugiée au Zaïre) continue à être exterminée systématiquement par les militaires tutsi rwando-ougandais au service de Kabila, et cela sans la moindre protestation même formelle du gouvernement rwandais

En réalité dans l'histoire du Zaïre, il n'y a jamais eu d'extrémismes ethniques. Certes des manipulations politiques de l'ethnicité (p.e la chasse aux non Katangais au Shaba en 1993, les troubles du Nord-Kivu en 1993-94) ont émaillés certaines épisodes de la vie politique zaïroise durant le règne du MPR parti unique_ Ainsi p.e lors des élections durant le parti unique des clientèles ethniques furent parfois mobilisées stratégiquement par certains candidats, sans que *cela amène* à des frictions violentes permanentes. Et rien qui puisse être comparé à la haine et la logique d'extermination HutuiTutsi au Rwanda. Cette logique a été, malheureusement, exportée au Zaïre depuis 1994 avec l'afflux massif de 3 millions

des réfugiés rwandais, et se poursuit avec l'action macabre des armées d'emprunt de l'AFDL.

Énoncer les formes de l'extrémisme implique de rechercher avant tout ses causes et ses tenants. 'Qui est extrémiste celui ? qui cherche à imposer une hégémonie sur les autres par les armes ? celui qui se fait tuer parce qu'il proteste pacifiquement contre l'occupation étrangère ? N'est-on pas extrémiste torse qu'on détourne un financement extérieur obtenu pour le développement rural vers l'achat d' armement et le déclenchement d'une guerre au profit des Etats étrangers (quelle que soit la proximité culturelle avec leurs dirigeants) ?.

4. Et pour conclure

Nous interpellons nos compatriotes zairois susceptibles de participer à cette rencontre, pour que l'objectif principal reste d'abord la libération (politique, économique, mentale, culturelle) inconditionnelle de notre pays le recouvrement de sa souveraineté, la prise en charge nationale des nos problèmes, et un partenariat équilibré avec tous les pays du monde compte tenu des intérêts nationaux et de nos impératifs de survie en tant que nation libre,

Ceci doit se se fonder sur le respect des valeurs, droits et devoirs universellement partagés par les États modernes à Nous rappelons aux acteurs étrangers qu'ils ne peuvent continuellement disposer du Zaïre comme bon leur semble. Le Zaïre doit revenir aux zairois comme pour paraphraser le président MONROE qui disait que l'Amérique appartient aux américains.

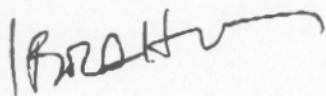
Une coopération mutuellement profitable, et durablement soutenable pour les intérêts extérieurs n'est possible que si le pays est stabilisé non par la force des armes, mais par l'adhésion populaire. Or celle-ci est impossible sans la démocratie. C'est pourquoi ces acteurs devraient plutôt encourager la démocratisation sans équivoque du Zaïre (qui n'a rien à voir avec la chute de Mobutu utilisée aujourd'hui comme mascarade).

Il existe au Zaïre et à l'extérieur du pays des zairois et des non zairois qui sont convaincus que la démocratie est la seule voie durable pour la paix et pour la dignité humaine dans ce pays comme pour tant d'autres. C'est pourquoi le GRAZ , appuyé par la Commission Africaine du section 'Suisse Romande, adresse cette note de réflexion à l'intention des hommes et femmes de bonne foi pour la prise en compte des intérêts du peuple zairois.

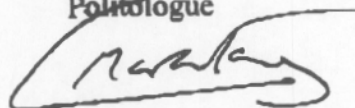
Pour le Groupe de Réflexion et d'Analyse sur le Zaïre (GRAZ)

Pour le Groupe de Réflexion et d'Analyse sur le Zaïre (GRAZ)

Ibrahim KATCHELEWA
Juriste



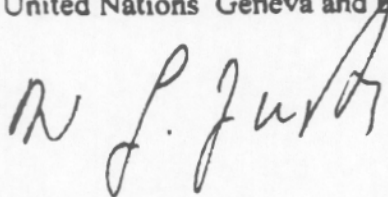
Bagalwa MAPATANGA
Doctorant à l'IUED, Genève
Politologue



Pour la Commission Africaine Droits de l'Homme, section Suisse-Romande

Dr. Geneviève JOURDAN

Women's International League for Peace and Freedom Representative
United Nations Geneva and European Parliament Brussels



C.I : - Chancelleries des pays partenaires traditionnels du Zaïre.

- Organes de presse.